



De la gouvernance mondiale à la seule défense de l'hégémonie américaine

Pour préserver sa suprématie, Washington expose l'Europe en première ligne face à la Russie, quitte à risquer l'escalade nucléaire

Alastair Crooke

mar. 20 oct. 2026 10 min de lecture

Le paradigme change. La classe supranationale interconnectée qui, depuis longtemps, poursuit son « grand projet » mondial en fabriquant un consensus public en faveur de guerres visant à imposer la soumission, s'est enfin heurtée aux limites du pouvoir. Nous sommes, en effet, à un moment où « l'empereur est nu ». Tout le monde peut le voir.

Ses instruments traditionnels (puissance militaire américaine, système du dollar, piège de la dette, institutions de Bretton Woods, thérapie de choc économique et guerres de devises) ne suffisent plus à préserver la vision du monde de l'élite américaine, pour qui il reste « inimaginable » que les États-Unis, vainqueurs de la guerre froide, cessent un jour de dicter leur loi au reste du monde.

« Dans la lumière dorée d'un soir athénien, avec l'Acropole en toile de fond », le secrétaire d'État américain Marco Rubio a, le 7 octobre, ouvertement fait l'éloge du colonialisme ; il s'est livré à des réécritures flagrantes de l'histoire et a exigé un retour à la domination occidentale du monde. Rubio a affirmé que l'Occident devait recourir à la force militaire pour « conserver sa place à la tête du monde ». Selon lui, l'Occident est « la plus grande civilisation du monde », une « civilisation pour laquelle nous devons nous battre aujourd'hui avec la même passion que nos ancêtres ».

Mais ces outils traditionnels, censés préserver sa place à la tête du monde, perdent aujourd'hui de leur efficacité face à des États qui disposent d'alternatives. La Chine, la Russie et l'Iran en sont les exemples les plus évidents, car face à eux les guerres économiques, financières, voire cinétiques, ne produisent plus de résultats rapides. Les victoires éclair ne sont plus à la portée de la Matrice.

Suggérer, à l'inverse, que les États civilisationnels pourraient tenir tête plus fermement aux États-Unis, c'est passer à côté de la nature profonde de ce conflit. Le « grand projet d'un gouvernement mondial unique » est une guerre qui vise à éliminer ces États civilisationnels, porteurs d'une autre conscience, d'une autre manière de percevoir et de comprendre le monde.

Qu'est-ce que cela signifie ? C'est l'ancien Premier ministre britannique Benjamin Disraeli qui, en 1846, avait déclaré : « Le monde est gouverné par des personnages très différents de ce qu'imaginent ceux qui ne sont pas dans les coulisses ».

Disraeli a mis en garde à plusieurs reprises et de manière explicite contre la « révolution mondiale » (ou les « révolutions de couleur », selon le langage courant d'aujourd'hui). Disraeli a perçu et dénoncé à maintes reprises « un dessein » derrière la série de soulèvements révolutionnaires qui avaient éclaté dans de nombreuses régions du monde à l'époque, au milieu du XIXe siècle.

Aujourd'hui, c'est Emmanuel Todd, l'historien et anthropologue français de renom, qui fait écho à Disraeli : Todd voit lui aussi dans les guerres actuelles quelque chose de bien plus profond qu'une série de conflits territoriaux isolés et distincts.

Moscou ne mène pas la guerre contre les quelque 20 millions d'habitants de l'Ukraine —

« Elle affronte, à travers l'Ukraine, l'ensemble du bloc atlantiste, l'OTAN dans son ensemble, ses services de renseignement, ses arsenaux, ses satellites, son industrie militaire et sa machine médiatique. L'Ukraine n'est qu'un théâtre d'opérations, un champ de bataille dans une guerre mondiale latente. »

L'Ukraine, l'Iran, le Yémen ou la Chine — tous ne sont que des théâtres d'opérations ; un champ de bataille parmi tant d'autres (se déroulant dans un espace hybride) liés uniquement par le fait qu'ils sont entraînés dans une guerre mondiale latente.

Pour Todd, les guerres d'aujourd'hui constituent un choc de civilisations entre un Occident en déclin et une Russie défendant une conception plus traditionnelle et plus souveraine de l'ordre politique et social. Wolfgang Münchau suggère que les guerres en Ukraine et en Iran ainsi qu'au Moyen-Orient pourraient bien fusionner en une seule et même guerre — la rivalité géopolitique entre la Chine et les États-Unis restant le conflit primordial de notre époque.

Emmanuel Todd a souligné que l'Occident, malgré sa supériorité économique et technologique apparente, montre des signes de profonde fragilité : une démographie vieillissante, une crise de confiance, une désindustrialisation et une perte de repères idéologiques.

Depuis des décennies, comme l'a écrit Mattias Forsgren,

« Le cœur de l'Occident a vécu de la financiarisation et de la délocalisation systématique de la production. Les capacités industrielles ont été délocalisées vers des pays à bas salaires tandis que les économies métropolitaines s'orientaient vers l'extraction de rentes, l'inflation des actifs et le recyclage de l'épargne mondiale via le système du dollar. Le quasi-effondrement de 2008 a montré combien cette structure avait frôlé le gouffre... Les années Covid ont reproduit le même schéma, à plus grande échelle. Les problèmes structurels, eux, demeurent entiers. Seul résultat tangible, un système plus endetté et plus fragile ».

Ce système financier à effet de levier est désormais vulnérable à une crise financière potentiellement dévastatrice.

Jusqu'en 2022, lorsque l'Europe a choisi de se ranger derrière l'Ukraine, ses classes dirigeantes étaient pleinement associées à ce « Grand Design », porté par le bloc de pouvoir du « gouvernement mondial ». Les classes dirigeantes européennes restent sous l'emprise de « ce design ». Mais en cette ère trumpienne, elles ne sont plus un partenaire à part entière. Aujourd'hui, la réalité est que les États-Unis ne peuvent

pas risquer une escalade verticale vers une guerre totale face à leurs concurrents pour conserver leur primauté mondiale. Leur armée est trop affaiblie et dysfonctionnelle.

En réaction, des adversaires tels que la Russie et l'Iran ont opté pour une stratégie plus subtile, plus lente, mais aussi bien plus ambitieuse, suggère Todd. Il s'agit d'une stratégie qui combine pression militaire, guerre économique, batailles diplomatiques, influence géopolitique et guerre de l'information. L'objectif n'est pas seulement de remporter la victoire sur le plan militaire, mais de remodeler durablement l'ordre mondial.

Pour gérer ce nouveau paradigme de la guerre, les États-Unis délestent la « dimension de confrontation verticale » sur des mandataires :

« Le continent européen est en train d'être transformé d'allié en ressource : économiquement saigné à blanc, politiquement sous emprise et militairement préparé pour servir de théâtre sur lequel les coûts de la reconstruction impériale pourront être payés » (Forsgren).

L'expression ultime de la stratégie américaine réside dans une escalade contrôlée de la confrontation qui préserve le territoire américain en tant que sanctuaire, tandis que l'Europe absorbe à la fois l'usure conventionnelle et le risque nucléaire.

En continuant à agir comme un intermédiaire consentant – en fournissant sans relâche des missiles et des drones à l'Ukraine pour qu'elle les lance en profondeur sur le territoire russe –, l'Europe doit s'attendre à des représailles russes – bien que soigneusement modulées contre des « cibles » européennes vulnérables. Néanmoins, l'Europe se retrouverait alors en guerre contre la Russie – une guerre que, comme le reconnaît Wolfgang Münchau, elle n'est pas en mesure de gagner –

« Quels marchés obligataires vont exploser en premier ? Qui va être à court de missiles intercepteurs en premier ? Grâce à la Politique agricole commune tant décriée, l'Europe ne va pas manquer de nourriture. Mais sur tous les autres plans – militaire, énergétique, financier –, l'Europe est désavantagée ».

Comme l'Europe ne dispose pas des ressources militaires conventionnelles nécessaires pour mener de son propre chef une escalade décisive, les armes nucléaires risquent d'apparaître comme la seule « solution miracle » disponible.

Le refrain selon lequel les menaces nucléaires du président Poutine ne sont qu'un « bluff » sert principalement à réduire la prudence psychologique face à une escalade européenne – une escalade qui pourrait inciter Moscou à ne voir d'autre option que

de recourir aux armes nucléaires tactiques pour rétablir la crédibilité de la dissuasion nucléaire russe.

Dans un tel contexte — et le potentiel d'escalade des États-Unis étant largement épuisé —, les États-Unis ne seraient presque certainement pas prêts à prendre le risque de voir leurs villes subir des frappes nucléaires à mesure que le conflit s'intensifie.

« Les armes nucléaires tactiques américaines étaient prévues pour être utilisées en Europe, contre des forces présentes sur le sol européen, précisément pour limiter géographiquement tout échange nucléaire », affirme Forsgren —

« Ainsi, les artisans de la stratégie du “Design” visent à acculer la Russie dans une position où ses seules alternatives seraient un retrait stratégique — ou la destruction de l'Europe par procuration — une destruction qui coûterait néanmoins à la Russie les dégâts que les armes nucléaires européennes infligeraient au territoire et aux forces russes... tandis que le territoire américain et sa superstructure financière resteraient hors de portée ».

Forsgren suggère —

« Le calcul semble être le suivant : en augmentant progressivement le niveau de pression — en maintenant la Russie dans une situation de zugzwang sans pour autant franchir le seuil d'un échange nucléaire stratégique ouvert — les responsables de la sécurité américaine espèrent forcer Moscou à céder, plutôt que d'accepter le coût d'une guerre plus vaste ».

L'objectif n'a pas changé depuis plusieurs décennies : il s'agit de contraindre la Russie à capituler. Un tel scénario représenterait un « théâtre d'opérations » supplémentaire dans le conflit par procuration ultime visant à subordonner la Chine au « Plan ».

« Plus l'Europe est positionnée comme un front nucléaire jetable, plus le dilemme s'accroît. L'effet concret est de placer l'ensemble du continent européen — ainsi que le processus décisionnel russe — sur le fil du rasoir ».

Les Européens doivent assurément prendre conscience de la manière dont ils sont utilisés pour acculer la Russie à une guerre que ni elle, ni les Européens ordinaires ne souhaitent. Pourtant, après avoir embrassé avec tant de zèle le conflit ukrainien comme un totem « vertueux » autour duquel tous les partis européens divisés pourraient se rassembler, ils pourraient bien faire face à une catastrophe économique et politique si l'Europe poursuit sur sa voie actuelle consistant à provoquer la Russie.

« Doubler la mise », comme les Européens semblent déterminés à le faire, n'est pas une stratégie. Leur alarmisme concernant une agression hybride russe (imaginaire) peut facilement devenir un récit auto-réalisateur — conduisant précisément à une guerre ouverte européenne accidentelle, naïvement conçue par certains dans l'espace de sécurité occidental comme le moyen d'acculer la Russie et de forcer sa capitulation.

Nous en sommes arrivés à un point où la classe politique européenne refuse tout simplement que le sujet de la guerre soit abordé ouvertement. Les élites européennes s'accrochent à leur déni stratégique selon lequel l'Ukraine est en train de perdre sa guerre contre la Russie. Pourtant, les États-Unis et l'Europe sont au bord d'un effondrement du marché obligataire et sont confrontés à des preuves évidentes que leur seule arme contre la Russie — les sanctions — n'a jamais fonctionné.

Les tergiversations de Trump quant au maintien du blocus pétrolier contre la Russie (notamment en achetant du diesel russe pour faire baisser son prix de détail aux États-Unis) et l'initiative de Witkoff visant à relancer Nord Stream afin d'inciter Moscou à entamer des négociations vont-elles fissurer la façade commune européenne ? Nous verrons bien.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Todd, Emmanuel L'Europe Russie ÉTATS-UNIS